

La CGT dans le groupe GDF Suez : la constitution du groupe suite à la fusion privatisation impacte cinq fédérations CGT (Service public, Métallurgie, Construction, Transport et énergie).

La CGT a décidé de mettre en place une coordination de ces cinq fédérations. Chaque fédération a nommé un référent Yves Ledoux anime la coordination : 06 80 36 33 06. La CGT représente sur le groupe 46,5 % des salariés.

Entreprises	Salariés	DSC	Téléphone
Cofely	13 800 (-0,5 %)	Claude Charpille	06 71 24 04 71
GRT Gaz	2 733	Jean-Pascal Beghin	06 61 23 00 14
Storengy	975	Michel Galiana	06 69 70 93 97
Elengy	452	Réda Saker	06 07 38 11 16
Ineo	14 483 (-0,7 %)	François Mamet	06 72 10 93 29
Axima	3 079	Abel Ekollo	06 20 99 42 32
Savelys	4 523 (+2,3 %)	Grégory Martinez	06 20 66 51 79
Endel	4 223 (-2,7 %)	Yves Sampiétro	06 80 54 17 28
CNR	1 407	Robert Textoris	06 74 66 70 55
SDEI	1 250		
Lyonnaise	5 930	Daniel Bourgitteau	06 72 14 05 68
Degremont	2 228 (-3 %)	Jorge Pereira	06 43 84 42 62
Novergie	1 260	Claude Caixon	06 03 26 23 24
Sita	18 900	Arejda Lahousine	06 76 08 25 51
GrDF	12 360	Bernard Sève	06 66 61 18 94
Seitha	940		
GDF Suez SA	7 302	Éric Buttazoni	06 21 53 77 44



Serge Pléchet
06 30 50 28 59



Martine Feuillerat
06 21 53 74 94



Philippe Mouchel
06 79 73 10 16



Christian Pilichowski
06 13 19 67 93



Jean-Pierre Herniot
06 83 85 64 88

Nos revendications :

- des négociations sur les salaires ou rémunérations ;
- la mise en place de la GPEC afin d'assurer les déroulements de carrière et l'évolution des compétences avec la reconnaissance des qualifications.
- une part « plancher » mutualisée au niveau groupe pour un intéressement et une participation.
- la reconnaissance des militants syndicaux dans certaines entreprises.

Les accords

Depuis juillet 2008 des accords ont été négociés dans le groupe :

- **au niveau européen** : santé, sécurité, GPEC. (Signés par la CGT)
- **en France** : Perco (non signé, opposition), Senior (non signé), avenant PEG (signé), Qualité vie au travail (signé)

Mobilité : note unilatérale au niveau européen, imposée par le groupe sans aucune contre partie sociale. Cette mobilité se fera à la tête du client !

Les accords doivent être déclinés dans chaque entreprise.

La CGT a demandé à pouvoir vérifier ces déclinaisons de façon globale par entreprise. GDF Suez n'est pas en capacité de faire un état des lieux (étonnant

non ?).

Pour la CGT, GDF Suez veut simplement obtenir des signatures sur des accords sans pour autant les appliquer. Il s'agit juste, pour Gérard Mestrallet, d'afficher une image de social.

Il n'y a que l'effet d'affichage qui intéresse le groupe, notamment pour les agences de notation financière afin d'obtenir ou de conserver une bonne note des marchés ce qui conditionne le taux et le niveau des prêts accordés au groupe.

Pour la CGT, il faut s'emparer des accords nationaux ou européens et les décliner sous la pression des salariés afin qu'ils leur soient le plus favorable possible.

Depuis la privatisation en juillet 2008 que s'est-il passé?

● **Mise en place d'un comité de groupe :**

Mise en place du Comité de Groupe (30 membres dont 13 CGT)

Le Comité d'Entreprise Européen (26 pays représentés dont la France dont 11 CGT)

Le Conseil d'Administration GDF Suez (avec 3 représentants des salariés dont 1 CGT et une administratrice représentant les actionnaires salariés.)

● **Une augmentation des tarifs de plus de 50 %**

Les augmentations des prix de vente (tarif administré), plus de 50 % depuis la privatisation, ont permis à GDF Suez d'augmenter sa marge de 1,6 milliard d'euros de 2004 à 2009

Cette augmentation est une des raisons qui engendre une baisse des ventes alors même que c'est toujours moins cher de se chauffer au gaz qu'à l'électricité ou au fuel.

● **Fusion Cofathec et Elyo :** ce qui entraîne la suppression d'emplois et l'augmentation productivité.

● **Fusion de Gaselys et Electrabel trading :** ce qui entraîne une amélioration de la performance.

● **Novergie engloutie par Sita par absorption :** ce qui entraîne une mutualisation des moyens notamment les services communs: RH, Compta etc.

● **Dans les stockages souterrains de gaz naturel mutualisation par groupement de stockages :** ce qui entraîne une perte d'emplois et l'amélioration de la productivité.

● **Processus de mutualisation de GRTgaz suite à la filialisation :** ce qui entraîne une suppression d'emplois y compris en exploitation.

● **Fusion Axima avec Seitha**

Le Président Mestrallet ou l'obsession de faire grossir GDF Suez

Ce qui implique un changement de stratégie : la mondialisation de GDF Suez

Les avantages pour les actionnaires :

● Permettre une meilleure répartition des risques (si problèmes en Europe, débouchés hors Europe).

Les actionnaires peuvent empocher les résultats, quelque soit la conjoncture.

Les risques pour les salariés :

● Devenir trop gros, tout financier, délaissier les activités historiques industrielles aux bénéfiques du développement international très lucratif pour les actionnaires.

En fait les risques seront pris par les salariés en Europe (risques, sous forme de fusion à l'interne, de mutualisation ou de réformes qui suppriment des emplois et détériorent les conditions de travail.)

Présentation d'International Power (IP) :

L'affaire International Power (producteur d'électricité mondial) est un virage dans la stratégie financière de GDF Suez: GDF Suez issue de la fusion/privatisation de GDF par Suez, était, essentiellement, implantée en Europe (même si il y avait quelques positions notamment à Boston terminal méthanier ou au Canada ou en Amérique du sud).

Il s'agit de l'achat de la première société « indépendante » productrice d'électricité (une cinquantaine de centrales à base de gaz, de charbon et d'hydro).

Cet achat permet à GDF Suez de devenir **le premier producteur (hors nucléaire) mondial.** Au niveau France, GDF Suez devient **le deuxième groupe du CAC 40** derrière Total.

Cette opération **endette GDF Suez de 9 milliards d'euros**, elle permet d'augmenter la rentabilité de l'ensemble du groupe de 6,3 %.

Les actionnaires de IP vont toucher 1,7 milliard d'euros et pour des raisons fiscales GDF Suez a créé une société à Jersey par laquelle ce dividende aux actionnaires d'IP transite.

IP et GDF Suez dans le contexte mondialisation, les conséquences pour l'avenir de GDF Suez :

Il est admis qu'en Europe le marché de l'énergie est « *mature* » c'est-à-dire où les développements seront moins importants qu'ils n'ont été et donc que la rentabilité sera moins grande.

Étant donné les promesses faites aux actionnaires depuis l'ouverture du capital de GDF (2004) et qui ont été promues à la hausse avant la privatisation (promesses de 5 à 10 % de hausses des dividendes aux actionnaires par an) Gérard Mestrallet **parle maintenant d'un dividende supérieur tous les ans** (il est un peu plus prudent: les arbres n'atteignent jamais le ciel!).

Pour permettre de payer les actionnaires, le groupe effectue une politique que l'on peut nommer de « *politique aux résultats* ».

Vu le contexte européen (voir ci-dessus) et la politique de dividendes, le groupe se tourne vers l'international, **là où les gains seront plus importants.** Tout ceci, en d'autres termes, est noté dans le dossier IP remis aux administrateurs

et au CEE (Comité d'Entreprise Européen de GDF Suez).

À noter que ce développement n'est en rien créateur aussi bien industriel que d'emplois car tout ce qu'achète GDF Suez existe déjà (Il n'y aura pas 1 MW de plus). De plus le groupe ne se développera que dans les continents ou pays qui sont réputés comme solvables (là où les habitants et les entreprises peuvent payer!!).

« **GDF Suez va céder 4,5 milliards d'euros d'actifs notamment là où GDF Suez ne consolide pas sur ses comptes : au Canada, en Espagne en Belgique** » (Propos du Président Mestrallet).

Pour se développer à l'international, il faut des moyens financiers : **GDF Suez va donc utiliser les résultats nets du groupe moins les dividendes pour investir en particulier à l'international** mais vu les prix pratiqués pour acheter et l'endettement (environ 55 %), le groupe vendra des actifs pour se développer.

Et où vendra-t-il ses actifs ? Là où c'est le moins juteux !! notamment en Europe. **Les effectifs en Europe ont baissé de 5.3 % en 2009.**

On pourrait donc, si le groupe continue cette politique, assister au désengagement en Europe pour un développement financier dans le monde. C'est ce que l'on pourrait appeler une expansion financière internationale au détriment des activités Européennes et donc des salariés. Il s'agit bien d'une internationalisation du groupe !!

Lors du dernier CEE le Président Mestrallet annonce envisager l'ouverture du capital du transport gaz dans le cadre de cessions d'actif pour IP.

Comment GDF Suez réussit à faire payer ses filiales

GDF Suez impose à toutes ses filiales et entreprises de remonter 95 % de leurs résultats nets sous forme de dividendes ou autres. De ce fait, les filiales, pour effectuer leurs investissements, sont obligées d'emprunter.

Pour cela GDF Suez leur prête au taux du marché alors le groupe emprunte à un taux beaucoup plus bas.

En résumé : **GDF Suez ponctionne pratiquement l'intégralité des résultats nets et prête de l'argent** afin que les entreprises puissent assurer leurs investissements.

GDF Suez gagne sur les deux tableaux.

Projet en cours

Ouverture du capital du transport gaz : c'est une hypothèse de travail comme ils disent !

Séparation de l'opérateur commun (eRDF et GrDF) : cette demande émane d'EDF.

Efficio : il s'agit d'un plan de réduction des coûts et d'augmentation de la productivité : prévu pour 500 millions d'euros au moment de la privatisation,

GDF Suez prévoit 1 950 millions d'euros en 2011.

Régionalisation des entreprises du groupe : il semble que se dessine une mutualisation régionale des activités de différentes entreprises du groupe. Ce type d'organisation pourrait entraîner de grosses suppressions d'emplois.

Le groupe en quelques chiffres en 2009

Chiffre d'affaires : 80 milliards d'euros

Résultat opérationnel : 8,347 milliards d'euros

Résultat net : 4,5 milliards d'euros

Dividendes aux actionnaires : 3,32 milliards d'euros

Dette : 30 milliards d'euros

Nombre d'entreprises : 300

Nombre de salariés : 204 000 dont 103 000 en France

Action en fin d'année : 30 euros (+17 %)

Les principales filiales en quelques chiffres

Entreprise (millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Résultats nets	Dividendes	Investissements totaux	Endettement net	Part d'endettement auprès du groupe
GDF Suez SA	23 245	2 261	3 400 (2008) 2 700 (2009)	2 686 (dont 90 % financiers)	1 421	Sur le marché
Elengy	145	40,7	38,7	106,2	201	Emprunt à taux marché à GDF Suez
Storengy	915	334	291 (2008) Rnet: 307	265	65	19 soit 29 %
GrDF	3 135	-4604	pas de dividende rbt anticipé de l'emprunt: 420	733	2 446	2 414 soit 99 %
GRT gaz	1 479	110	95 % du résultat net	678 40 % développement et maintenance	2 177	2 174 presque 100 %
Endel	482	-18,4	11,8 (2008) 0 (2009)	8,4	68,6	
Eau et force	460,4	31	33 (2008) 31 (2009)	37,6	103,6	
Ineo	2 023	51,4	45	26 (-25 %)	3,5	
Lyonnaise	1 073	86	83	218	253	
SEN	97	3,4	6 (2008) 3,4 (2009)	9,6	Trésorerie nette: +32	
Novergie	155	3,6	3,6	16,7	102	87,8 soit 86 %
Branche COFELY (yc CPCU)	3 357	105 (part du groupe 94,5)	148	231 (maintenance: 66 développement: 149 Financier: 16)	884	100 %
DK6	74	6,8	100 %	1,8	111	100 %
Groupe monde	80 000	4 500	3 300	11 000	30 000	Sur le marché

Pour agir pour mes revendications, j'adhère à la CGT

Nom : Prénom :
 Ville :
 Téléphone : Courriel :@.....
 Entreprise :

Signature :

À retourner à la CGT - 263 rue de Paris - 93 516 Montreuil Cedex